



Le 15 septembre 2015, les Présidents de Paris 4 et Paris 6 ont annoncé la « *création d'une nouvelle université* ». Le projet de fusion annoncé sans concertation avec une communication aux allures de course de vitesse n'engage pas à la confiance. Sans tenir compte de l'avis des enseignants chercheurs, du personnel, des étudiants, le calendrier est déjà fait, les modalités de mise en place sont déjà pensées.

La FercSup CGT s'oppose fermement à cette fusion (mot banni évidemment des discours officiels) qui imposera « *des subsidiarités, des mises en réseaux, des complémentarités, des mobilités éventuelles* », bref des mutualisations, des déplacements de personnels dans de nouveaux espaces ou services.

**BIATTS, ENSEIGNANTS, CHERCHEURS, ETUDIANTS :
TOUT LE MONDE SERA TOUCHE PAR CETTE FUSION.**

Avant de penser à s'agrandir, l'Université doit déjà régler les problèmes existants et présents dans ses différentes composantes et que rencontrent tous les personnels !!

Cette décision de fusion ne se soucie pas des conditions de travail des personnels, de la réussite étudiante, ni même de la qualité du travail scientifique, d'enseignement, et de recherche. On nous vend la carotte du financement de l>IDEX qui doit alimenter le budget de cette nouvelle université.

**Mais à qui vont bénéficier d'éventuels financements temporaires ?
Et au prix de quels sacrifices ?
Qui seront les décisionnaires ?
Quid des problèmes actuels déjà existants et trop nombreux ?**

La fuite en avant perpétuelle vers plus de rentabilité est dangereuse et vaine. Les seules conséquences seront uniquement un accroissement de la charge de travail, des contraintes budgétaires plus serrées (comme un éventuel regroupement de tous les UFR de langues en un seul, ou de laboratoires de recherche au sein d'une même école doctorale), des conditions de travail plus difficiles, des services restructurés (agence comptable, services financiers et DRH) et mutualisés sans concertation. Les 2 facultés de Sciences et de Médecine de l'UPMC viendront phagocyter celle de Sciences Humaines et Sociales, apportée par Paris Sorbonne.

La FercSup CGT s'oppose fermement à cette fusion technocratique et, afin d'informer tous ceux qui souhaitent se faire un avis critique et éclairé sur ce projet, participera à la mise en place d' une prochaine Assemblée Générale à l'université Paris-Sorbonne.

Appuyé par les retours d'expériences vécues par les fusions des trois Universités de Strasbourg (2009), celles d'Aix Marseille (2012) et trois universités (sur quatre) de Bordeaux (2014) qui peut croire que la fusion n'entraînera pas :

- **des suppressions de postes ?** A Aix-Marseille et Bordeaux, des personnels titulaires ont été obligés de postuler à leurs propres postes. A Strasbourg, en 5 ans : 160 équivalents temps plein supprimés (dont 14 titulaires) chez les enseignants chercheurs, mais augmentation de +14 % du nombre d'étudiants.
- **un alignement des régimes de primes, de paiement, de gestion du temps de travail ?**
- **la multiplication des interlocuteurs, des instances de décisions encore plus coupées de la réalité du travail quotidien de tous ?** A Strasbourg : plus de comités de pilotage, CA avec des élus extérieurs où la représentativité des personnels a diminué
- **complexification des prises de décision ?** Les financements seront fléchés vers les disciplines les plus rentables : chimie, pharma, médecine
- **alourdissement de la gestion des personnels, des étudiants dans les services**
- **dégradation des conditions de travail ?** A Bordeaux, les frais de scolarité ont augmenté, certains personnels ont été payés avec des mois de retard, suite à la mise en place de nouveaux logiciels de paiement. A Strasbourg, le CA a voté début octobre 2015 à l'unanimité (!) une motion alertant les instances de tutelle sur la situation inquiétante des personnels et de l'Université
- **mutualisations et regroupements de services ?** A Bordeaux 350 personnes ont été redéployées
- **des baisses de budget pour les laboratoires, les UFR ?** A Strasbourg, le 1er financement du labex a apporté 52 millions d'euros... 50 sont allés vers les composantes des facultés de sciences, et 2 millions pour les SHS.

Évidemment, à chaque fois, le discours a été le même : la fusion se fera « en douceur », il n'y aura « pas de redéploiement », « les budgets seront garantis »... Tout cela a toujours été contredit dans les actes.

Ca sera identique pour la Sorbonne et l'UPMC !

Des groupes de travail sont mis en place sans aucune concertation : les premiers ont eu lieu et servent de chambre d'enregistrement à des projets déjà établis par les directions de P4 et P6. Aucun document de travail préparatoire n'est fourni. Les personnels n'ont aucune information.

Alors que les conditions de travail sont déjà difficiles pour la plupart des personnels, cette fuite en avant est une mauvaise réponse. Pire, elle ne fera qu'aggraver la situation en bloquant les situations conflictuelles, en dégradant les conditions de vie au travail de chacun et en favorisant la logique de concurrence interne. Nous nous engageons à rappeler sans cesse à la direction combien les problèmes que rencontrent les agents dans leur travail au quotidien sont déjà suffisamment nombreux, nous nous engageons aussi à défendre encore et toujours les intérêts de tous les personnels en nous opposant fermement à cette fusion. Le courage pour un président d'université serait aujourd'hui de s'opposer à cette logique libérale de fuite en avant et de refuser une fusion voulue par le gouvernement dans le seul but de se désengager de ses devoirs.

Rien n'est fait, battons-nous.